1660 Château-d'Oex, le 23 avril 2017

Rapport de la commission gestion-finances concernant le préavis 06/2017 « Abattoir communal des Ouges »

Introduction

La commission gestion-finances (ci-après CoGeFi), composée de Mesdames Anastasia Andrey, Céline Baux (présidente), Valérie Isoz et de Messieurs Xavier Ecoffey, Fred-Paulin Gétaz (rapporteur), Maxime Lenoir, Alain Rossier et Raymond Vuadens s'est réunie les 18, 26 avril et 3 mai 2017 pour étudier le préavis cité.

La CoGeFi a demandé à la municipalité des informations complémentaires afin de bien comprendre les futurs coûts d'exploitations restants à la charge de la commune, en particulier les frais liés à l'activité d'équarrissage et ceux couverts par la nouvelle coopérative exploitante du site.

Le loyer présumé payé par la nouvelle coopérative de 40'800 00 Frs ne couvre pas la totalité des frais annuels engagés pour la commune. Le subventionnement communal accordé à hauteur de **40'800.00 Frs** annuel couvrant le montant présumé du loyer de la coopérative comme proposé dans le préavis paraît disproportionné pour les raisons suivantes :

1. Les investissements de 1996 concernant la construction du bâtiment ne sont pas amortis en totalité. Il reste une charge annuelle de **45'336.00 Frs** composée de 15'236.00 Frs d'intérêts passifs et d'un amortissement obligatoire de 30'100.00 Frs jusqu'en 2023 ! sans compter les frais d'exploitation existants.
2. Les nouveaux coûts d'investissements représenteraient une somme supplémentaire annuelle de l'ordre de **14'550.00 Frs** composée de 6'250.00 Frs d'intérêts passifs et de 8'300.00 Frs d'un amortissement obligatoire sur 30 ans.
3. Il ne serait pas sain pécutiairement pour la coopérative d'établir un plan d'affaire sans frais de location des infrastructures. Elle ne pourrait pas envisager un développement à moyen et long terme de manière autonome et indépendante.
4. Dans la mesure du possible la commune ne doit pas créer une distorsion du marché, c'est-à-dire favoriser volontairement une activité économique dans le but d'être plus concurrentiel par rapport à une situation du marché privée existante. De plus, il ne s'agit pas d'une activité régaliennne. (qui n'est pas obligatoire pour une commune).

La CoGeFi souhaitait connaître les montants des subventions possibles auprès du PNR (Parc Naturel Régional), du parrainage suisse pour les communes de montagne, des communes voisines sises dans le PNR. En effet ces sommes pourraient diminuer le montant à investir et permettre une éventuelle diminution du loyer pour l'exploitant. La réponse du Municipal Henchoz est la suivante : « Dans le cadre du PNR, celui-ci a déjà participé en offrant une aide administrative pour la constitution et le portage du projet de la coopérative. Dans un deuxième temps la coopérative approchera les communes et institutions concernées pour d'éventuelles participations financières directes. »

Q-La commune doit-elle toujours financer le travail de l'équarrisseur ou est-ce la future coopérative qui s'en occupera ?

R- « Non, l'équarrissage reste à la charge de la commune avec une participation financière du canton. Par contre, il est nécessaire de trouver une nouvelle structure pour les déchets carnés. »

Sur le plan financier cependant, il reste une question importante d'harmonisation des taxes cantonales, en effet, les agriculteurs fribourgeois ne versent aucun émolument pour les déchets carnés ce qui n'est pas le cas des agriculteurs vaudois qui payent un forfait annuel, cette situation est défavorable au développement du volume de l'activité économique de l'abattoir car les Fribourgeois sont pénalisés par une taxe supplémentaire aux Moulins. Ce problème est connu des autorités concernées et fait l'objet d'une étude.

Les membres de la commission estiment que le loyer annuel doit couvrir les investissements et les frais d'exploitation sans pour autant dégager un bénéfice. D'une part en regard à la situation financière de la commune et d'autre part pour assurer un développement de l'activité à moyen et long terme dans des infrastructures de bonne qualité, entretenues et surtout adaptées aux besoins des exploitants. La CogeFi consciente de l'importance de cette activité propose à la municipalité et au conseil communal un subventionnement de départ de la manière suivante :

- Par une diminution progressive de la subvention communale du loyer sur 3 ans au maximum dès la mise à disposition de l'abattoir à l'exploitant. Par exemple (1ère année 1/1 du loyer ; 2ème année 2/3 du loyer ; 3ème année 1/3 du loyer) dès la 4ème année l'exploitant doit le loyer à 100 % et n'a plus droit à une subvention communale pour cet objet.

Exemple :

Hypothèse	Loyer annuel	subventionnement	
Année 1	50 000,00	1	50 000,00
Année 2	50 000,00	2/3	33 333,33
Année 3	50 000,00	1/3	16 666,67
Aide de départ maximale proposée par la CoGéFi sur 3 ans			100 000,00

La solution citée à l'avantage de favoriser un départ dans les meilleures conditions possibles pour les deux parties en posant des conditions cadres de manière claire et sans fausses promesses.

La CoGeFi est unanimement consciente de l'intérêt de ce projet pour la région. Néanmoins son avis est qu'il n'y a pas d'urgence, car il s'agit de l'amélioration d'une infrastructure en état de fonctionnement. Soucieuse d'un investissement justifié par rapport à la situation financière de la commune et adapté à l'activité agricole régionale, **la majorité des membres de la CoGeFi propose à la municipalité et au conseil communal de repousser les travaux à une date ultérieure au minimum après une année d'exploitation de la nouvelle coopérative** afin d'obtenir une meilleure vision des possibilités économiques et des besoins techniques.

En conclusion, la CoGeFi estime qu'il est prématuré d'engager un financement à hauteur de **250'000.00 Frs** sans compter l'éventuel subventionnement d'aide au démarrage d'environ **100'000.00 Frs** sur 3 ans alors que le potentiel de développement est entravé par la non harmonisation des frais cantonaux d'équarrissage. De plus, il manque surtout le recul d'une année d'exploitation économique de la nouvelle coopérative afin d'étayer objectivement l'évolution possible de l'activité économique de cet abattoir.

Toutefois, le tableau du plafond d'endettement à ce jour permet cet investissement. La CoGeFi à l'unanimité de ses membres encourage cette démarche et vous propose d'accepter le financement du préavis ci-dessus tel que présenté en prenant en considération les vœux précités.

Récapitulatif des vœux de la CoGeFi

- 1. Le loyer octroyé à la coopérative doit couvrir l'intégralité des frais d'investissements et d'exploitations du bâtiment de l'abattoir.*
- 2. Accorder une aide économique au démarrage de la coopérative par une subvention sur une durée maximale de trois ans de manière dégressive.*
- 3. Attendre au minimum une année comptable avant d'entreprendre des travaux afin d'établir un bilan économique et d'évaluer les besoins techniques.*

Le rapporteur, Fred-Paulin Gétaz